



Le projet de carte scolaire débattu cette semaine

Il a été discuté au sein de l'Éducation nationale, hier, et le sera avec les élus du département, demain. Mais, déjà, certaines fermetures envisagées sont contestées.

Sans que l'information ait officiellement été communiquée par l'Éducation nationale, déjà des projets de suppressions de postes font réagir élus et parents d'élèves. Dans les communes de Saint-Pierre-d'Entremont et Cerisy, par exemple, où la fermeture d'une classe est envisagée au sein du regroupement pédagogique intercommunal (RPI), la mobilisation est déjà bien réelle.

À Tinchebray, l'association de parents d'élèves de l'école André-Breton appelle à manifester demain, dès 8 h 15 devant l'établissement pour s'opposer à une nouvelle fermeture de classe. À la rentrée de septembre, déjà, l'école a perdu un poste. « **Il n'y a plus que deux classes au lieu de trois en maternelle**, explique une mère d'élève. **En élémentaire, on se retrouverait avec cinq niveaux pour quatre classes.** »

Ces fermetures annoncées étaient prévisibles puisqu'en janvier, on a appris que l'Orne devrait rendre des postes dans le premier degré. La faute à la baisse démographique, à la nécessaire solidarité intrarégionale... Hier, un comité technique spécial s'est tenu pour débattre de la future carte scolaire départementale. Nul doute que ces suppressions de postes y ont été évoquées.

Des ouvertures souhaitées

Avant la tenue de ce comité, le syndicat SNUipp-FSU 61 réaffirmait qu'il demandait, pour des raisons d'effectifs, des ouvertures de classes dans les écoles Jules-Ferry et Albert-Camus d'Alençon, Morin-La Fontaine de Flers, à Saint-Germain-du-Corbéis et Banvou. Il souhaitait également qu'à Saint-Hilaire-sur-erre et Crouttes, « **des postes soient créés pour qu'il n'y ait plus de classes à quadruple niveau de la petite section de maternelle au CM2** ».

Le syndicat SE-Unsa 61 soulignait, en outre, qu'à Vimoutiers, « **un dispositif classe dédoublée manquait encore** » et regrettait que les écoles Léger-Pagnol et Prévert-Maupassant d'Argentan aient toujours des « **effectifs élevés alors qu'elles sont situées dans des quartiers prioritaires** ». Il estimait, enfin, qu'à Juvigny-Val-d'Andaine, les effectifs justifiaient également l'ouverture d'une classe.

À l'opposé des restrictions de moyens envisagées, les syndicats considèrent qu'il faut des décharges de direction plus importantes et dénoncent, en particulier, le manque de personnel en Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). Demain, le projet de carte scolaire va être une nouvelle fois débattu à l'occasion du comité départemental de l'Éducation nationale, auquel participent des élus du département.

Lire aussi en page **Bocage**.

Fabienne GÉRAULT.